



Bruxelles, le 20.3.2019  
COM(2019) 145 final

ANNEX

**ANNEXE**

*de la*

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU  
CONSEIL EUROPÉEN ET AU CONSEIL**

**Dix-huitième rapport sur les progrès accomplis dans la mise en place d'une union de la  
sécurité réelle et effective**

**Liste des initiatives législatives**

{SWD(2019) 140 final}

## ANNEXE

### PROGRÈS RÉALISÉS DANS LA CONCRÉTISATION DES PRIORITÉS LÉGISLATIVES

	Présentées et approuvées
	Accord pouvant être dégagé rapidement suivant les procédures normales
	Accord possible si engagement politique fort de toutes les institutions de l'UE

#### D) Initiatives annoncées dans le discours sur l'état de l'Union en 2018<sup>1</sup>

Politique	Description	Commission européenne	Parlement européen	Conseil de l'Union européenne
Prévention de la diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne <sup>2</sup>	Proposition présentée en septembre 2018; le Conseil a adopté son mandat le 6 décembre 2018; le Parlement européen doit adopter son mandat de négociation et entamer les discussions en trilogie.			
Extension des compétences du Parquet européen aux infractions terroristes transfrontières <sup>3</sup>	Proposition présentée en septembre 2018.			
Modification ciblée du règlement relatif au financement des partis politiques en ce qui concerne une procédure de vérification relative aux infractions aux règles de protection des données à caractère personnel dans le contexte des élections au Parlement européen <sup>4</sup>	Proposition présentée en septembre 2018; accord entre les colégislateurs; adoption formelle en mars 2019.			
Renforcement des capacités de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes <sup>5</sup>	Proposition présentée en septembre 2018; le Conseil et le Parlement européen ont adopté leur mandat de négociation et ont entamé des négociations interinstitutionnelles.			
Centre européen de compétences industrielles, technologiques et de recherche en matière de cybersécurité <sup>6</sup>	Proposition présentée en septembre 2018; le Parlement européen et le Conseil ont adopté leur mandat de négociation et ont entamé des négociations			

<sup>1</sup> [https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/soteu2018-speech\\_fr.pdf](https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/soteu2018-speech_fr.pdf) Voir aussi la lettre d'intention du président Juncker: [https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/soteu2018-letter-of-intent\\_fr.pdf](https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/soteu2018-letter-of-intent_fr.pdf)

<sup>2</sup> COM(2018) 640 final du 12.9.2018.

<sup>3</sup> COM(2018) 641 final du 12.9.2018.

<sup>4</sup> COM(2018) 636 final du 12.9.2018.

<sup>5</sup> COM(2018) 631 final du 12.9.2018.

<sup>6</sup> COM(2018) 630 final du 12.9.2018.

	interinstitutionnelles.			
--	-------------------------	--	--	--

## II) Priorités convenues dans la déclaration commune<sup>7</sup>

Politique	Description	Commission européenne	Parlement européen	Conseil de l'Union européenne
Système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages <sup>8</sup>	Proposition présentée en novembre 2016; accord entre les colégislateurs; adoption formelle en septembre 2018.			
Agence de l'Union européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice <sup>9</sup>	Proposition présentée en juin 2017; accord entre les colégislateurs; adoption formelle en novembre 2018.			
Renforcement du système d'information Schengen <sup>10</sup>	Proposition présentée en décembre 2016; accord entre les colégislateurs; adoption formelle à l'automne 2018.			
Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme <sup>11</sup>	Proposition présentée en juillet 2016; adoption formelle en mai 2018.			
Système d'entrée/de sortie <sup>12</sup>	Proposition présentée en avril 2016; adoption formelle en novembre 2017.			
Contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes <sup>13</sup>	Proposition présentée en novembre 2015; adoption formelle en mai 2017.			
Directive relative à la lutte contre le terrorisme <sup>14</sup>	Proposition présentée en décembre 2015; adoption formelle en mars 2017.			
Acte législatif sur la cybersécurité <sup>15</sup>	Proposition présentée en septembre 2017; accord entre les colégislateurs; adoption formelle en			

<sup>7</sup> [https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/joint-declaration-eu-legislative-priorities-2018-19\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/joint-declaration-eu-legislative-priorities-2018-19_en.pdf).

<sup>8</sup> Règlement (UE) 2018/1240 du 12.9.2018 et règlement (UE) 2018/1241 du 12.9.2018.

<sup>9</sup> Règlement (UE) 2018/1726 du 14.11.2018.

<sup>10</sup> Règlement (UE) 2018/1860 du 28.11.2018, règlement (UE) 2018/1861 du 28.11.2018 et règlement (UE) 2018/1862 du 28.11.2018.

<sup>11</sup> Directive (UE) 2018/843 du 30.5.2018.

<sup>12</sup> Règlement (UE) 2017/2226 du 30.11.2017.

<sup>13</sup> Directive (UE) 2017/853 du 17.5.2017.

<sup>14</sup> Directive (UE) 2017/541 du 15.3.2017.

<sup>15</sup> COM(2017) 477 final du 13.9.2017.

Politique	Description	Commission européenne	Parlement européen	Conseil de l'Union européenne
	avril 2019.			
Système européen d'information sur les casiers judiciaires <sup>16</sup>	Proposition présentée en janvier 2016 et complétée en juin 2017; adoption formelle en mars 2019.			
Interopérabilité des systèmes d'information de l'Union en matière de sécurité et de gestion des frontières et des migrations <sup>17</sup>	Proposition présentée en décembre 2017 et modifiée en juin 2018; adoption formelle en avril 2019.			
Accès transfrontière des autorités répressives aux preuves électroniques <sup>18</sup>	Proposition présentée en avril 2018; le Conseil a adopté son mandat de négociation; le Parlement européen doit adopter son mandat de négociation et entamer les discussions en trilogue.			
Accès transfrontière des services répressifs aux données financières et utilisation de celles-ci par ces services <sup>19</sup>	Proposition présentée en avril 2018; adoption formelle en avril 2019.			
Renforcement d'Eurodac <sup>20</sup>	Proposition présentée en mai 2016; le Parlement européen et le Conseil doivent conclure les négociations avancées.			

<sup>16</sup> COM(2016) 7 final du 19.1.2016 et COM(2017) 344 final du 29.6.2017.

<sup>17</sup> COM(2017) 793 final du 12.12.2017, COM(2017) 794 final du 12.12.2017, COM(2018) 478 final du 13.6.2018 et COM(2018) 480 final du 13.6.2018.

<sup>18</sup> COM(2018) 225 final du 17.4.2018 et COM(2018) 226 final du 17.4.2018.

<sup>19</sup> COM(2018) 213 final du 17.4.2018.

<sup>20</sup> COM(2016) 272 final du 4.5.2016.

### III) Autres initiatives législatives relevant de l'union de la sécurité en discussion actuellement

Politique	Description	Commission européenne	Parlement européen	Conseil de l'Union européenne
Lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces <sup>21</sup>	Proposition présentée en septembre 2017; adoption formelle en avril 2019.			
Restriction de la commercialisation et de l'utilisation de précurseurs d'explosifs <sup>22</sup>	Proposition présentée en avril 2018; adoption formelle en avril 2019.			
Renforcement des éléments de sécurité des cartes nationales d'identité et des titres de séjour <sup>23</sup>	Proposition présentée en avril 2018; le Parlement européen et le Conseil sont parvenus à un accord provisoire en février 2019, à confirmer lors de la session plénière du Parlement en avril 2019; adoption formelle à venir.			
Renforcement du système d'information sur les visas <sup>24</sup>	Proposition présentée en mai 2018; le Conseil a adopté son mandat le 19 décembre 2018; le Parlement européen a adopté son rapport le 13 mars 2019, terminant ainsi la première lecture de cette proposition; les colégislateurs entameront les négociations en trilogue lors de la prochaine législature du Parlement européen.			

<sup>21</sup> COM(2017) 489 final du 13.9.2017.

<sup>22</sup> COM(2018) 209 final du 17.4.2018.

<sup>23</sup> COM(2018) 212 final du 17.4.2018.

<sup>24</sup> COM(2018) 302 final du 16.5.2018.